

## Les grandes conférences climatiques sont-elles encore utiles ?

René Audet et Maxime Combes

Numéro 781, novembre–décembre 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79721ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Audet, R. & Combes, M. (2015). Les grandes conférences climatiques sont-elles encore utiles ? *Relations*, (781), 38–39.



# Les grandes conférences climatiques sont-elles encore utiles ?

Les COP jouent plusieurs rôles dans la transition vers un monde sobre en carbone.

## RENÉ AUDET

L'auteur est directeur de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM

En 2009, à la COP15 de Copenhague, le verdict général porté sur les résultats des négociations fut sans équivoque : il s'agissait d'un échec. Une année plus tard, la conférence de Cancun donna lieu à une « grande réussite ». Pourtant, la COP16 de Cancun avait essentiellement entériné « l'ignoble » Accord de Copenhague.

Clairement, il y a de quoi s'interroger sur le sens des mots *succès* et *échec* accolés aux négociations internationales sur le climat. Une grande partie de l'évaluation que l'on fait de ces conférences relève du discours politique et médiatique. C'est dire que leur « utilité » est matière à débat. On pourra certainement trouver des arguments pour contester la pertinence de ces grandes conférences, notamment en examinant les rapports de force qui s'y déploient, le peu de transparence des négociations ou l'écart entre les engagements des pays et les recommandations de la communauté scientifique.

Peut-être les jugements à l'encontre des COP tiennent-ils du fait que nous nous attendons à ce que les leaders mondiaux règlent à eux seuls l'immense défi du climat. Il me semble pourtant que les négociations internationales devraient être envisagées d'un point de vue plus large, comme une composante essentielle d'un processus global de transformation que l'on ne peut réduire à l'atteinte de cibles concernant les émissions des gaz à effet de serre (GES). Appelons

ce processus la « transition vers un monde sobre en carbone ».

Avons-nous besoin des négociations climatiques pour faire advenir cette transition vers un monde sobre en carbone ? À mon avis, celles-ci jouent au moins trois rôles importants dans le cadre de cette transition.

## VERS UNE COHÉSION PLANÉTAIRE

Premièrement, les négociations internationales permettent de mettre en scène les défis de la transition. Cette mise en scène n'a souvent rien de serein – elle est au contraire tragique et conflictuelle. Pensons, par exemple, aux petits États insulaires qui ont pu faire reconnaître la précarité de leur situation et rejoindre les médias du monde entier grâce à la plateforme des COP. Pensons aussi au déplacement des pôles de pouvoir dans le monde, qui se reflète dans la prise de parole et le nouveau leadership de coalitions formées d'États en émergence, de pays africains et d'autres « groupes d'affinité ». Présentement, c'est toute l'industrie des hydrocarbures qui est mise sur la sellette lors des COP. Cette mise en scène est souvent symbolique, mais elle ne permet pas moins de mettre à l'ordre du jour planétaire des enjeux géopolitiques liés à la transition. Puisque le changement climatique est un problème planétaire, c'est bien à l'échelle de l'humanité qu'il faut envisager la transition.

Deuxièmement, sans préjuger de l'atteinte ou non des cibles de réduction de gaz à effet de serre, il convient

de reconnaître que les négociations climatiques nous obligent à nous projeter dans l'avenir, en tant qu'espèce. Un avenir allant jusqu'à 2100 et même au-delà. Cela n'est pas anodin. Même si, pour l'instant, cela ne concerne que les niveaux d'émission de GES. Et même si d'autres facteurs géopolitiques jouent dans le sens contraire. Il s'agit certainement d'un exercice fragile et imparfait, mais qui sait de quelle manière cette projection pourrait marquer les consciences et donner, lentement et progressivement, une nouvelle cohésion planétaire ?

## PLANIFIER LA TRANSITION

Troisièmement, les niveaux de réduction d'émissions de GES qui seront décidés à Paris, en décembre prochain, auront une autre utilité : ils forceront les États et tous les acteurs sociaux à planifier leurs activités en fonction de contraintes à venir. Les tenants du discours de « l'économie verte » aiment affirmer que les cibles des gouvernements contribuent à donner des « signaux » aux acteurs économiques. Il me semble pourtant que l'enjeu est loin d'être exclusivement « économique ». Le signal s'adresse à tous : dorénavant, il faudra aussi planifier en fonction de nos émissions de GES, de notre adaptation au changement et de la création d'écosystèmes résilients et productifs.

Mettre en scène, projeter, planifier. En définitive, les négociations climatiques jouent un rôle plus important que leur utilité formelle – de nature politique et diplomatique – ne le laisse présager. Elles constituent l'une des forces incontournables de la transition vers un monde sobre en carbone. ●



Les Conférences annuelles des parties (COP) sont le principal organe de la convention cadre de l'ONU sur les changements climatiques. Mais depuis plusieurs années, de puissants intérêts influencent ces négociations, compromettant leur aptitude à répondre efficacement à l'urgence climatique et environnementale. À l'aube de la COP21 de Paris, nos auteurs invités débattent de la pertinence de ces grands sommets.

## Sans détourner la COP21, les voix pour la justice climatique ne se feront pas entendre.

### MAXIME COMBES

La COP21 organisée à l'aéroport du Bourget, près de Paris, ne sauvera pas le climat. Les contributions volontaires que les États sont en train de dévoiler conduisent à un réchauffement climatique supérieur à 3°C d'ici la fin du siècle. Les négociateurs et commentateurs qui s'en satisfont, comme d'un premier pas, entérinent un crime climatique<sup>1</sup> : tout retard pris n'est pas acceptable, car il contribue à accumuler pour des dizaines d'années des masses considérables de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, générant le chaos climatique tant redouté.

Au regard de ce qui est aujourd'hui sur la table des négociations, s'il doit y avoir un accord à Paris – et il est vraisemblable qu'il y en ait un –, il ne sera pas à la hauteur des enjeux. Par manque de financement et absence de reconnaissance de la dette écologique accumulée par les populations riches, il ne sera pas juste, non plus. Enfin, il ne sera pas contraignant. Par contre, un florilège de « fausses solutions », qui font perdre du temps et des ressources, se déploient dans l'arène climatique, sous l'action de multinationales et de lobbies privés soucieux de préserver leur puissance.

### QUITTER LES COP?

Il est tentant de conclure de ce tableau qu'il faudrait tout simplement abandonner le terrain de l'ONU. D'autant plus que les mouvements sociaux et écologistes sont le plus souvent confinés à un rôle de spectateur. Certains

considèrent d'ailleurs qu'il n'y a rien à faire dans ces négociations ; pire, qu'en continuant d'y assister, on ne fait que légitimer un espace et des procédures de gouvernance du climat qui désarment les voix critiques et font perdurer un modèle économique international insoutenable, à l'origine même de la crise climatique.

Ces critiques ne sont pas infondées. Néanmoins, désertir l'ONU laisserait le champ libre à ceux et celles qui ambitionnent d'étendre l'emprise des multinationales, de la finance et des technosciences sur le climat. Se retirer de l'ONU cautionnerait cette emprise croissante du secteur privé alors que les mouvements sociaux et écologistes clament depuis des années vouloir reprendre la main sur une instance supposée incarner les intérêts des populations, ceux des « peuples des Nations unies », selon le préambule de la Charte des Nations unies. Ce sont d'ailleurs des forces conservatrices et néolibérales qui restreignent les capacités de l'ONU à imposer des régulations internationales contraignantes. Elles se battent pour qu'aucune contrainte ne pèse sur les multinationales, tout en refusant que le droit de l'environnement puisse un jour prévaloir sur le droit du commerce et de l'investissement. Au sein des négociations sur le changement climatique, ces mêmes forces ont obtenu une victoire probante : les États déterminent de façon unilatérale et autonome, sans contrainte, leur contribution, là où les négociations du protocole de Kyoto avaient assigné des objectifs chiffrés à chacun d'eux.

### SUBVERTIR LA COP21

Que faire donc ? Entre les deux mauvaises solutions que sont d'avoir de grands espoirs vis-à-vis de la COP21 et d'abandonner l'ONU parce qu'elle n'est pas à la hauteur des enjeux, le chemin à emprunter est étroit. Tout en continuant de se battre au sein de l'ONU pour éviter le pire, les mouvements sociaux et écologistes doivent se servir de la COP21 comme d'une caisse de résonance des luttes pour la justice climatique, celles qui peuvent permettre de transformer durablement le rapport de force en faveur d'une transition écologique et sociale d'ampleur. C'est au nom de l'urgence climatique qu'il faut cesser de se concentrer sur les négociations. Au contraire, nous proposons d'utiliser ce rendez-vous pour décentrer l'attention et imposer notre propre ordre du jour. De nombreuses batailles-clés pour le climat sont gagnables, comme celles contre les traités de libre-échange, et elles ne se jouent pas nécessairement à l'ONU. L'idée est donc de renforcer les luttes et les propositions offensives et transformatrices que les mouvements comme Blockadia, Alternatiba, Divest, portent et incarnent.

Et si les mouvements sociaux et écologistes devenaient prescripteurs d'opinion en dictant le dernier mot lors de la COP21 ? Quittons le rôle de spectateurs auquel nous sommes généralement confinés, pour devenir acteurs en organisant des mobilisations et des actions de masse à la fin des négociations. Piratons donc la COP21, pour ne plus jamais rien lâcher ! ●

1. Voir l'appel « Crimes Climatiques Stop » : <crimesclimatiquesstop.org>.

L'auteur, économiste et militant d'Attac France, est l'auteur de *Sortons de l'âge des fossiles ! Manifeste pour la transition* (Seuil, 2015)